



Conférence de presse

19 octobre 2011



Revue de presse

(état au 15 novembre 2011)



www.geneve-finance.ch

Programme de la Conférence de presse annuelle

Mercredi 19 octobre 2010

de 10h00 à 12h00

Mandarin Oriental Geneva – salle St Gervais

Bernard DROUX, Président de Genève Place Financière,
Associé-gérant de Lombard Odier Darier Hentsch & Cie

- *Introduction*
- *Résultats de l'enquête conjoncturelle 2011-2012 auprès des banques et des gérants indépendants de la place de Genève*

Nicolas PICTET, Vice-président de Genève Place Financière,
Associé-gérant de Pictet & Cie

- *Tour d'horizon sur la Place financière suisse*

Jean-François BEAUSOLEIL, Membre du Conseil de Genève Place Financière,
Directeur Régional Genève, UBS

- *L'évolution du marché hypothécaire à Genève*
-

Questions / réponses

Steve BERNARD, Directeur de Genève Place Financière

- *Modération*

Presse écrite genevoise et régionale

L'Agefi	20 octobre	L'optimisme lié aux accords internationaux
		L'optimisme malgré les obstacles
Le Temps	20 octobre	La place financière se prépare à une période difficile
		Les banquiers genevois touchés par le franc fort
Tribune de Genève	20 octobre	Aimons nos banques
		La crise frappe emplois et salaires sur la place financière genevoise
Le Dauphiné libéré	20 octobre	La banque genevoise veut se diversifier
20 minutes	20 octobre	Craintes pour l'emploi
Le Temps	21 octobre	Une logique intenable
Le Matin Dimanche	23 octobre	Selon Nicolas Pictet, "des banques suisses vont disparaître bientôt"
L'Hebdo	27 octobre	Genève peut encore croître dans la gestion de patrimoine
Tout l'immobilier	7 novembre	Le temps de la responsabilité

Presse écrite alémanique

Basler zeitung	20 octobre	Einer erwartet ein gutes Jahr
NZZ	20 octobre	Genfer Banken befürchten Gewinnrückgang
20 Minuten	20 octobre	Zukunft ungewiss
Finanz und Wirtschaft	22 octobre	Finanzplatz Genf gefordert
Schweizer Bank	décembre	Bankenplatz Genf mit gedämpften Aussichten

Agences de presse

Dépêche ATS/SDA – Agence Télégraphique Suisse

19 octobre	La place financière genevoise voit l'avenir avec appréhension
------------	---

Reprise de la dépêche ATS

20 minutes online	19 octobre	Craintes pour l'avenir de la place financière
Bilan.ch	19 octobre	CH/place financière genevoise: pessimisme pour 2011 et 2012
e-sider.com	19 octobre	CH/place financière genevoise: le pessimisme est de mise
Hebdo.ch	19 octobre	La place financière genevoise voit l'avenir avec appréhension
Lematin.ch	19 octobre	La place financière genevoise voit l'avenir avec appréhension
Letemps.ch	19 octobre	La place financière genevoise voit l'avenir avec appréhension
RFJ	19 octobre	La place financière genevoise voit l'avenir avec appréhension
Romandie.com	19 octobre	CH/place financière genevoise: pessimisme pour 2011 et 2012
		Résumé du jour: économie
Swissinfo.ch	19 octobre	La place financière genevoise voit l'avenir avec appréhension
Swissquote	19 octobre	CH/place financière genevoise: pessimisme pour 2011 et 2012
Tribune de Genève	19 octobre	La place financière genevoise entrevoit un avenir sombre
		La place financière genevoise voit l'avenir avec appréhension
La Liberté	20 octobre	La place financière en souci
Le Courrier	20 octobre	Les banques lorgnent les hedge funds
Le Journal du Jura	20 octobre	La place financière genevoise inquiète
Lenouvelliste.ch	20 octobre	La place financière genevoise voit l'avenir avec appréhension
RTN	20 octobre	La place financière genevoise voit l'avenir avec appréhension

19 octobre	CH/Finanzplatz Genf blickt einer ungewissen Zukunft entgegen
------------	--

Reprise de la dépêche SDA

Berner Oberländer	19 octobre	Finanzplatz Genf blickt einer ungewissen Zukunft entgegen
Berner Zeitung BZ	19 octobre	Finanzplatz Genf blickt einer ungewissen Zukunft entgegen
Cash	19 octobre	Finanzplatz Genf blickt einer ungewissen Zukunft entgegen
Der Bund	19 octobre	Finanzplatz Genf blickt einer ungewissen Zukunft entgegen
Finanz und Wirtschaft	19 octobre	Finanzplatz Genf blickt einer ungewissen Zukunft entgegen
Moneycab	19 octobre	Finanzplatz Genf mit ungewisser Zukunft
Swissquote	19 octobre	Finanzplatz Genf blickt einer ungewissen Zukunft entgegen
Tages Anzeiger	19 octobre	Finanzplatz Genf blickt einer ungewissen Zukunft entgegen
Thuner Tagblatt	19 octobre	Finanzplatz Genf blickt einer ungewissen Zukunft entgegen
Appenzeller zeitung	20 octobre	Finanzplatz Genf zeigt sich besorgt
Der Bund	20 octobre	Härtere zeiten für genfer Banken

Der Rheintaler	20 octobre	Finanzplatz Genf zeigt sich besorgt
Radio24.ch	20 octobre	Finanzplatz Genf blickt einer ungewissen Zukunft entgegen
St Galler Tagblatt	20 octobre	Finanzplatz Genf zeigt sich besorgt
Swisscom.ch	20 octobre	Finanzplatz Genf blickt einer ungewissen Zukunft entgegen
Thurgauer Zeitung	20 octobre	Finanzplatz Genf zeigt sich besorgt
Toggenburger Tagblatt	20 octobre	Finanzplatz Genf zeigt sich besorgt
Walliser Bote	20 octobre	Ungewisse Zeiten
Wiler Zeitung	20 octobre	Finanzplatz Genf zeigt sich besorgt

19 octobre	Ginevra guarda al futuro con apprensione
------------	--

Reprise de la dépêche

Swisscom.ch	19 octobre	Ginevra e piazza finanziaria: apprensione
www.tio.ch	19 octobre	Ginevra guarda al futuro con apprensione
Corriere del Ticino	20 octobre	Banche: Ginevra spinge "Rubik"
La regione Ticino	20 octobre	I banchieri si attendono un netto calo degli utili
Ticinonews.ch	20 octobre	Ginevra e piazza finanziaria: apprensione

Bloomberg

19 octobre	Geneva Wealth Managers See Declining Profits, Survey Says
------------	---

Thomson Reuters

19 octobre	La Suisse ne devrait pas signer d'accords fiscaux hors U.E.
------------	---

Reprise de la dépêche Thomson Reuters

Investir.fr	19 octobre	La Suisse ne devrait pas signer d'accords fiscaux hors U.E.
Lefigaro.fr	19 octobre	Pas d'accords fiscaux hors U.E.
Lesechos.fr	19 octobre	La Suisse ne devrait pas signer d'accords fiscaux hors U.E.

19 octobre	Swiss should limit tax deals to EU – Geneva banker
------------	--

Reprise de la dépêche Thomson Reuters

Swissquote	19 octobre	Swiss should limit tax deals to EU – Geneva banker
------------	------------	--

Médias électroniques régionaux et nationaux

Genevalunch.com	19 octobre	Strong Swiss franc worries unions, Bern – and now Geneva's bankers
Léman Bleu TV	19 octobre	Flash de 13h: interview Bernard Droux
Léman Bleu TV	19 octobre	Flash de 12h: interview Manuel Jetzer
Léman Bleu TV	19 octobre	Flash de 18h: interviews Bernard Droux et Jean-François Beausoleil
Léman Bleu TV	19 octobre	Genève aujourd'hui: interview Steve Bernard
One FM	19 octobre	JT: les banques genevoises font grise mine – interview Bernard Droux
Schweizer Radio DRS	19 octobre	Rendez-vous 13h: interview Nicolas Pictet
TSR	19 octobre	TJ: 2011 et 2012 s'annoncent moroses pour la place financière genevoise
TV8 Mont Blanc	19 octobre	JT – interviews Bernard Droux, Nicolas Pictet et Jean-François Beausoleil
Yes FM	19 octobre	Flash de 17h30 et 18h00
RSR	20 octobre	Journal de 8h: interviews Bernard Droux et Nicolas Pictet

LA PLACE FINANCIÈRE EN 2011

L'optimisme lié aux accords internationaux

Trois fois difficile. Le premier semestre l'a été, l'année 2011 le sera et 2012 le sera encore. L'enquête conjoncturelle présentée hier par Genève Place Financière décrit des banques et gérants indépendants genevois inquiets. Pour les mois et les années à venir, ils s'attendent à un opérationnel délicat, avec un recul des marges nettes et probablement des effectifs, et une augmentation des coûts. Les afflux nets de fonds, bien que toujours positifs pour la majorité des sondés, sont souvent moins dynamiques, en particulier pour les gérants indépendants.

Mais les dirigeants de la fondation ont mis en avant les réussites que sont les accords sur l'impôt libératoire avec l'Allemagne et le



BERNARD DROUX. L'impôt libératoire est une étape. La Suisse ne cessera en fait jamais de négocier.

Royaume-Uni. Même si les contreparties sur l'accès au marché sont inexistantes ou inconnues. C'est un premier pas, résume le président Bernard Droux. Les suivants prendront une forme incertaine pour le moment, poursuit le vice-président Nicolas Pictet. **PAGE 6**

L'OPTIMISME MALGRÉ LES OBSTACLES

La place financière s'attend à des années 2011 et 2012 difficiles. Mais salue les accords internationaux et l'action de la BNS.

Sébastien Ruche

Des bénéfices qui stagnent ou reculent. Des coûts en hausse. Un manque de visibilité sur l'avenir. L'enquête conjoncturelle de Genève Place Financière dévoile un clair pessimisme du secteur financier genevois. Un sentiment auquel les dirigeants de la fondation ont opposé des motifs de satisfaction, lors de la traditionnelle conférence de presse organisée hier à Genève.

Trois fois difficile. L'adjectif a recueilli les suffrages pour qualifier le premier semestre 2011, l'année 2011 et l'année 2012 dans le sondage. Une majorité des banques et gérants indépendants interrogés font état de coûts en augmentation de 2% à 7% entre janvier et juin. La faute à une compliance renforcée et aux engagements d'équipes de front office, dans une gestion privée de plus en plus concurrentielle.

Les marchés chaotiques et la force du franc se sont traduits par des actifs sous gestion en recul de 3% à 7% pour la plupart des 45 banques et 100 gérants indépendants ayant renvoyé le questionnaire. Au premier semestre, l'afflux net de fonds a été moins important que dans la deuxième partie de 2010 pour environ un tiers des banques et pour 40% des gérants indépendants.

Le marché suisse se distingue par son absence du classement des origines de ce net new money, à part dans les établissements de moins de 50 employés (6,3% du total du flux net) et chez les indépendants (9,4%). Ces derniers semblent les plus dépendants de la clientèle européenne, qui représente près de 80% des afflux nets d'actifs. L'UE demeure la principale source de nouveaux fonds pour les banques également (entre 37% et 62% selon la taille des établissements), tandis que le Moyen-Orient et l'Amérique latine demeurent les traditionnels points forts pour la place genevoise.

Pour clore le chapitre des mauvaises nouvelles, citons encore un probable recul des bénéfices nets et des masses salariales pour 2011, ainsi que le manque de visibilité pour 2012 et la sortie du top ten mondial des places financières selon The Global Financial Centres Index (Genève devient 13e, après avoir été 9e en mars dernier).

Dans ce tableau morose, les accords sur l'impôt libératoire conclus avec l'Allemagne et le Royaume-Uni ont été salués de manière appuyée par Nicolas Pictet. Car ils permettent d'atteindre la conformité fiscale, de protéger la sphère privée, de régulariser le passé (également pour les collaborateurs) et « last but not least », d'accéder à ces marchés. Un dernier point jugé « vital ».

Interrogés sur l'absence de réelles contreparties obtenues en échange de l'impôt libératoire, les dirigeants de Genève Place Financière se sont lancés dans un bel élan de wishful thinking: l'accord est jugé « satisfaisant ». Même si ses modalités pratiques restent à définir avec l'Allemagne et même si l'accès au marché britannique n'est pas facilité dans la pratique.

Si l'on est loin d'avoir obtenu quelque chose approchant un passeport européen, Bernard Droux voit dans les textes signés avec les deux pays « un début, une étape, qu'il faudra mettre en application puis procéder progressivement pour négocier encore à l'avenir ». Pour Nicolas Pictet, les étapes suivantes prendront une forme inconnue pour le moment, et ne s'effectueront pas dans le cadre des accords sur l'impôt libératoire en tout cas.

Le vice-président de la fondation estime par ailleurs que ces accords devront être limités à des pays européens et ne pourront pas être généralisés à d'autres zones. Pour des questions de coûts - le système permettant de collecter l'impôt pour la seule Allemagne coûterait autour de 500 millions de francs - et pour des questions de proximité économique avec des Etats démocratiques. Pour le reste du monde, la place financière peut proposer des conventions de double imposition nouvelle formule (reprenant l'article 26 OCDE).

La place financière genevoise se prépare à une période difficile

PAR MATHILDE FARINE

La place financière genevoise se prépare à une période difficile et s'attend à une baisse des bénéfices. Franc fort et marchés turbulents ont réduit les masses sous gestion. Le secteur s'attend à une baisse des bénéfices en 2011

«Ce n'est pas un scénario catastrophe ou une dépression qui nous attend, mais il faut se préparer à quelques années difficiles», a déclaré Bernard Droux. Le président de Genève Place Financière et associé gérant de Lombard Odier s'exprimait mercredi lors de la conférence de presse annuelle, qui dévoile le sondage mené auprès des banques et des gérants indépendants du canton.

Face à la force du franc et aux marchés turbulents, la plupart des établissements et gérants indépendants sondés font état de masses sous gestion en baisse au premier semestre par rapport à fin décembre 2010. Elle est surtout marquée chez les banques employant au moins 50 collaborateurs: près de 73% ont déploré un recul des avoirs compris entre 3% et 14%. La situation est plus contrastée dans les petites banques (moins de 50 employés) et chez les gérants indépendants. Dans les deux cas, une majorité annonce un recul. Ces établissements sont cependant moins nombreux à le faire que les grandes banques.

Inquiétude sur l'emploi

Le ton a ainsi changé depuis l'an dernier lorsque Bernard Droux se réjouissait de la hausse des masses sous gestion, notamment due à des apports nets de capitaux. Le pic d'activité avait été atteint en 2007. Au premier semestre 2011, la majorité des banques ont enregistré des apports nets de fonds. À l'inverse, les gérants indépendants ont subi le plus de retraits nets de fonds: c'est le cas pour 40,7% d'entre eux. Pour beaucoup, l'argent provient surtout d'Europe.

Après une série d'annonces de réduction de postes, comme EFG qui prévoit des coupes pouvant aller jusqu'à 15% de ses effectifs ou, à Genève, une trentaine de licenciements à l'Union Bancaire Privée, les craintes se focalisent surtout sur l'emploi.

Diversification de la place

Pour l'heure, les effectifs mis à jour en octobre révèlent une légère augmentation par rapport à l'an dernier. Le secteur financier emploie 35482 personnes, contre 34933 en octobre 2010. Les banques comptent, elles, 20625 collaborateurs, contre 20343 il y a un an. Pour l'ensemble de l'année, le sondage laisse augurer des effectifs inchangés au sein de la plupart des acteurs du canton. Les masses salariales devraient cependant refléter des mesures de rationalisation, a expliqué Bernard Droux. Membre du conseil et présent lors de la conférence de presse, Antonio Palma, associé et directeur général de Mirabaud & Cie, a confirmé que, dans son établissement aussi, un contrôle des coûts et une politique de non-remplacement de certains départs s'imposaient. Plutôt que des licenciements, a-t-il précisé.

En ce qui concerne l'évolution du bénéfice net sur l'ensemble de 2011, le secteur s'attend à une année difficile en raison des incertitudes économiques et sur les marchés. Pour 2012, le secteur se montre également plutôt pessimiste. Et si l'économie européenne ralentit, «la Suisse non plus n'a pas de croissance garantie», a assuré Bernard Droux.

Vice-président de Genève Place Financière, Nicolas Pictet, associé de la banque du même nom, a fait part de la satisfaction du secteur après la signature des deux accords avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Il souhaite que d'autres accords soient conclus, mais pas au-delà de l'Union européenne. La place financière, tombée du 9e au 13e rang des centres mondiaux, doit par ailleurs se diversifier. Elle doit faire «une place plus grande à la gestion institutionnelle», a-t-il poursuivi, citant les fonds de pension, les fonds de placement et la gestion traditionnelle et alternative.

Les banquiers genevois touchés par le franc fort

PAR SÉBASTIEN DUBAS

Selon un sondage présenté mercredi par Genève Place Financière, les banquiers genevois estiment avoir autant souffert du franc fort que des turbulences sur les marchés Pour 40% des banques, l'effet de change joue un rôle «essentiel» dans leurs difficultés

Près de 40% des banques considèrent la récente réduction des masses sous gestion comme étant «essentiellement» imputable aux effets de change. Voilà ce qui ressort d'un sondage présenté mercredi lors de la conférence annuelle de Genève Place Financière. Autrement dit, les établissements genevois estiment avoir autant souffert du franc fort que des turbulences sur les marchés.

Bernard Droux, président de Genève Place Financière et associé gérant chez Lombard Odier, a donc applaudi l'instauration, début septembre, d'un taux plancher de 1,20 franc pour 1 euro.

«Nous saluons une politique courageuse de la part de la Banque nationale suisse (BNS)», a-t-il déclaré. Selon lui, «cette décision est non seulement salutaire pour l'industrie du pays mais aussi pour l'industrie financière qui est avant tout un secteur d'exportation». Le banquier a en outre rappelé que pour la plupart des établissements, deux tiers des revenus sont en euro et en dollars alors que deux tiers des dépenses sont en franc.

Bernard Droux espère toutefois que cette politique ne coûtera pas trop cher à la BNS, qu'elle ne devra pas faire face à des attaques spéculatives et que son effet perdurera.

Solidarité envers l'Europe?

«Les statistiques donneront des informations sur les montants injectés, mais il semblerait que l'effet d'annonce ait suffi à faire peur aux marchés et que peu d'argent ait dû être utilisé pour l'instant», a-t-il observé. Quant à savoir si le taux plancher doit être relevé, Bernard Droux s'est dit «heureux de la stabilisation actuelle du cours» et a estimé qu'il serait «peu raisonnable de demander plus, même si le franc reste surévalué».

Egalement présent hier, Nicolas Pictet, vice-président de Genève Place Financière, s'est exprimé sur la façon dont l'institut d'émission pourrait utiliser les réserves de change accumulées. «L'un des piliers de notre système est la solidarité, a souligné l'associé de la banque Pictet. Ainsi, l'idée d'utiliser une partie de ces réserves pour financer les besoins de l'Europe mérite au moins d'être débattue.»

L'éditorial

Aimons nos banques!

Philippe
Rodrik
Rubrique Economie



Aimons nos banques! Surtout lorsque la crise commence à les frapper durement. Nous n'avons pas le choix. Et ces entreprises, leurs responsables, méritent notre estime. Les acteurs de la place financière genevoise assurent en effet 35 000 postes de travail à Genève. Ils se trouvent à l'origine d'un quart de la richesse produite chaque année dans ce canton.

Que les médias et les politiciens veillent donc à ne pas préférer d'anathèmes excessifs au gré de l'actualité. Nos banques se trouvent menacées par un danger non négligeable de chaos. Un grand nombre de pays industrialisés risquent en effet de s'écrouler sous leur propre endettement à moyen terme.

Des citoyens éprouveraient-ils quelque nausée à l'idée de s'apitoyer sur le sort de sociétés financières? Nul doute. Mais de si légers désagréments ne permettent pas d'oublier combien les hauts revenus participent au bien-être de la communauté. Notamment dans un canton aussi taxateur et endetté que Genève.

Que les législateurs se réveillent eux aussi! Ils doivent certes prévenir les risques liés aux établissements de dimension systémique. Mais il ne leur appartient pas moins de démontrer leur créativité en élaborant un cadre légal favorisant la compétitivité de nos banques. La concurrence croissante de Singapour ne laisse pas indifférent.

Les capacités d'adaptation et d'innovation de toutes les entreprises helvétiques dépendent en outre de la santé des banques. Lorsqu'elles souffrent, l'accès au crédit est plus difficile, la paralysie des affaires menace et la casse sociale ne se fait guère attendre.

Profitons dès lors de la qualité du dialogue avec les banquiers genevois, souvent enclins à la nuance et à la transparence. «Notre branche n'est pas un club de petits saints», admet lui-même Nicolas Pictet, associé gérant de Pictet & Cie. **Page 10**

La crise frappe emplois et salaires sur la place financière genevoise

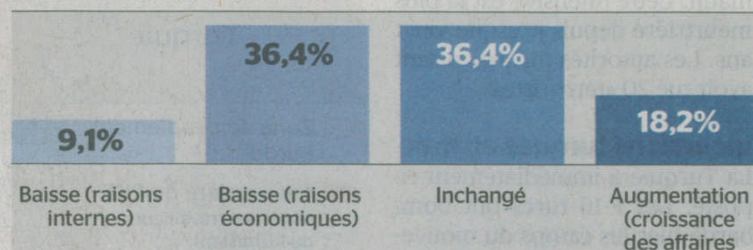
L'impact de la crise

Sondage auprès de banques genevoises employant plus de 200 collaborateurs. Prévisions pour 2011 par rapport à 2010

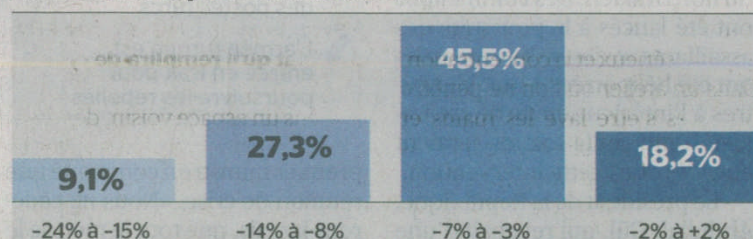
Evolution du bénéfice net



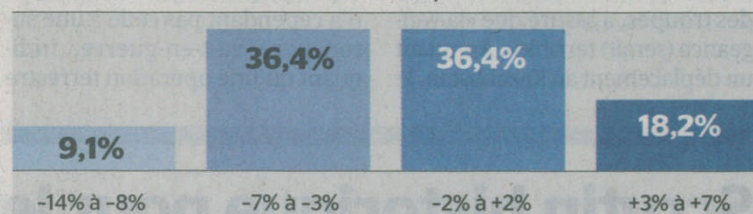
Evolution de l'effectif



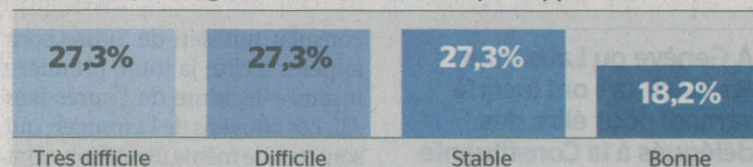
Evolution de la part variable (bonus)



Evolution de la masse salariale (hors part variable, fixe)



Comment envisagez-vous l'année 2012 (par rapport à 2011)



© CHIACCHIARI SOURCE: «GENÈVE PLACE FINANCIÈRE»

Un sondage de la fondation Genève Place Financière livre des indicateurs aussi précieux qu'inquiétants

Philippe Rodrik

La crise frappe les emplois et les rémunérations dans les banques. Une enquête conjoncturelle effectuée par la fondation Genève Place Financière (GPF), entre le 24 août et le 12 septembre, démontre la puissance de l'impact.

Plus de 45% des banques interrogées, employant plus de 200 collaborateurs, prévoient de dégraisser leurs effectifs au cours de l'exercice en cours. Ce taux approchera les 73% pour l'an prochain. A peine plus de 27% des établissements de cette catégorie assurent ne pas prévoir de réduire leur personnel, mais aucun d'entre eux ne compte l'augmenter.

Nombre d'employés maintenus à leurs postes subiront en outre des baisses de leurs rémunérations cette année. Les parts variables, communément appelées bonus, fondront dans au moins 82% des banques genevoises employant plus de 200 personnes. Les baisses plongeront parfois jusqu'à 24%.

Bénéfices en baisse

Les salaires fixes ne seront pas épargnés. Ils diminueront d'au moins 3% dans 45,5% des sociétés financières fortes de plus de 200 collaborateurs. L'érosion des payes atteindra parfois jusqu'à 14%. Ces tendances seront forcées



Jean-François Beausoleil, Nicolas Pictet et Bernard Droux, respectivement membre, vice-président et président du conseil, lors de la présentation du sondage de Genève Place Financière. LAURENT GUIRAUD

«Les salaires fixes ne seront pas épargnés»

ment imposées par les résultats des entreprises. Au moins 73% des banques interrogées, occupant plus de 200 collaborateurs, se préparent à boucler l'exercice en cours avec des bénéfices nets en baisse par rapport à l'année dernière. La chute se situera entre 15 et 24% pour plus de 18% d'entre elles.

La moitié des établissements de la même catégorie pourraient certes renouer avec une hausse

des excédents nets l'an prochain. Près de 45% d'entre eux s'attendent néanmoins à une année 2012 difficile, voire très difficile. Près de 73% des banques ayant participé au sondage de la fondation Genève Place Financière, où travaillent plus de 200 collaborateurs, admettent d'ailleurs des actifs sous gestion en baisse de 3 à 14% entre le 31 décembre et le 30 juin.

Les vrais coupables

Mais qui sont les vrais coupables de ce gâchis? Leur identité ne surprend guère: les marchés boursiers et un euro très faible. Ces éléments étant avant tout favorisés par la crise de la dette publique au sein de la zone euro. «Que penser dès lors d'un de nos proches

voisins qui n'a pas connu de budget équilibré depuis quarante ans?» se demande le vice-président de GPF, Nicolas Pictet, rappelant ainsi le cas de la France. Vu le degré de dépendance vis-à-vis de l'Europe, le président de GPF, Bernard Droux, évoque même un risque d'asphyxie pour la place financière helvétique.

Et les responsables de la fondation préviennent qu'il ne serait pas raisonnable de tenter une élévation du cours plancher de l'euro par rapport au franc. Autrement dit, restons-en à 1 fr. 20!

(24)heures

ECONOMIE/ELLE RECULE DE LA 8^E À LA 13^E PLACE MONDIALE

La banque genevoise veut se diversifier

Partagez

0

Outils



Jean-François Beausoleil, directeur d'UBS Genève a évoqué la hausse continue du marché immobilier sur Genève et l'arc lémanique. Photo DL/S.C.



Fini les valises de billets apportées à Genève par les grandes fortunes ? Pas encore, mais la place pense à l'avenir. La Suisse a conservé son secret bancaire, mais a dû faire des concessions. Cette année, elle a signé deux conventions de double-imposition avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne qui permettent à ces pays de récupérer des recettes de leurs évadés fiscaux. Les banquiers suisses sont aussi devenus particulièrement vigilants avec les ressortissants américains, depuis les problèmes d'UBS and co...

Bref, on n'ira pas jusqu'à organiser un "banquierthon" pour soutenir cette industrie nécessaire, qui continue de peser 20 % du PIB du canton et 35 000 emplois. Mais dans un contexte difficile, la place financière genevoise a reculé du 8^e rang mondial qui était le sien l'an passé à la 13^e dans le classement publié par "The Global Financial Centres Index". Boston, Séoul ou Toronto ont dépassé la cité de Calvin.

« Faire une place plus grande aux Hedge Funds »

À dire vrai, cela ne change pas grand-chose, si ce n'est que "Genève place financière" veut diversifier ses activités, à côté de la gestion de fortune traditionnelle. Genève est déjà spécialiste du trading, le négoce de matières premières, qui ne rentre toutefois pas dans ce classement. Nicolas Pictet, vice-président de "Genève place financière" espère voir arriver d'autres activités a-t-il déclaré avant-hier.

« Nous devons faire une place plus grande à la gestion institutionnelle. Les fonds de pension, mais aussi les fonds de placement, de gestion traditionnelle comme alternative, avec le private equity ou les Hedge Funds. » À la suite des mesures prises par Gordon Brown au Royaume-Uni ces dernières années, quelques-unes de ces structures très peu réglementées et très spéculatives sont venues sur les bords du Léman. Leur installation s'était faite sur un air de polémique d'ailleurs car ces très hauts revenus renchérisse encore le marché immobilier.

« Je regrette que certains élus désignent la place financière comme responsable de vie chère et de la pénurie du logement » a répondu Nicolas Pictet. « L'ensemble de la population en bénéficie car c'est bien grâce aux retombées fiscales de ces activités que nous disposons de l'état social que nous avons. » Reste que le budget prévisionnel du canton de Genève est déficitaire cette année de plus de 350M€, et que les multinationales sont deux fois moins imposées que les PME suisses (comme en France d'ailleurs) à Genève...

T

Craintes pour l'emploi

GENÈVE. La place financière de la ville s'attend «à des années 2011 et 2012 difficiles». Selon une enquête annuelle du secteur, 40% des établissements interrogés tablent sur une réduction des effectifs.

> **Commentaire** Une logique intenable

L'accord sur l'impôt libérateur comporte quelques difficultés de mise en œuvre. Mais elles ne sont pas insurmontables.

Le problème se trouve ailleurs. Nicolas Pictet a dit mercredi sa satisfaction de la signature des accords, lors de la conférence annuelle de Genève Place Financière dont il est le vice-président. Il a dit son enthousiasme à en signer davantage avec d'autres pays de l'Union européenne, notamment avec la Grèce. Avant de prévenir: «Clairement pas au-delà.» Il n'est pas le seul à tenir ce discours et on peut comprendre l'inquiétude des banquiers face à un système de plus en plus complexe à mesure qu'il s'élargit.

On pressent pourtant que d'autres nations, comme le Brésil ou l'Inde, seront aussi intéressées par ce système. On voit mal ces pays se contenter de leur convention de double imposition quand d'autres bénéficient du versement d'impôt. Ce d'autant qu'un traitement différencié a aussi été accordé aux Etats-Unis.

La position tranche aussi avec la volonté affichée de la place financière de se concentrer sur les pays émergents, là où la croissance est vive et où les richesses se créent.

Refuser Rubik à ces nouvelles puissances mondiales pourrait être, à terme, intenable. On peut donc s'attendre à d'autres rebondissements dans le dossier fiscal. **M. F.**

Les places financières de Genève et de Zurich l'affirment Selon Nicolas Pictet, «des banques suisses vont disparaître bientôt»



Près de la moitié des petites banques genevoises avoue avoir subi «une évolution négative des apports de fonds».

Martini Trezzini/Keystone

Elisabeth Eckert

elisabeth.eckert@edipresse.ch

CRISE Les banques suisses, et genevoises en particulier, sont confrontées à tous les maux: salaires en francs suisses, mais recettes en euros ou en dollars; fin du secret bancaire sur l'évasion fiscale. Et coûts exorbitants liés à la solution

Rubik. Recul des bénéficiaires et fusions d'établissements sont au programme, déclare le banquier privé Nicolas Pictet.

Les visages, rue du Rhône et rue du Stand, à Genève, ne sont vraiment pas à la fête. Quand on leur en demande la raison, la réponse est immuable: «C'est la

catastrophe, résume ce cadre bancaire au Crédit Agricole (Suisse). L'argent, dans le private banking, entre difficilement, les marges, notamment à cause du franc fort, se resserrent. Et la faillite de la Grèce n'est pas loin.» Ce gérant de fortune, actif dans la filiale suisse d'une des principales banques françaises très engagée à Athènes, voit noir. Son groupe

vient de subir une baisse de son rating par Moody's: «Avec moins de 50 milliards de francs sous gestion, ici, en Suisse, nous allons devoir fusionner. Notre masse critique est insuffisante...»

Recul confirmé des avoirs gérés
Paranoïaque, notre employé de banque? Une grande banque sur dix, à Genève, déclare avoir connu, durant les six premiers mois de l'année 2011, davantage de retraits que d'entrées de fonds dans ses caisses. La proportion s'enflamme dans la catégorie des banques de taille moyenne (moins de 200 salariés), puisque près de la moitié d'entre elles avoue avoir subi «une évolution négative des apports nets de fonds» entre le 31 décembre 2010 et le 30 juin 2011. Enfin, quatre gérants de fortune indépendants sur dix observent ce même recul.

Cette tendance est confirmée par les dernières statistiques de la Banque nationale suisse: si, au plus haut d'une époque désormais révolue, en 2007, les dépôts de titulaires étrangers dans les banques suisses ont atteint un peu plus de 3000 milliards de francs, cette somme est tombée, fin juillet 2011, à 2114 milliards de francs, soit une perte de près de 1000 milliards de francs. Dès lors, en une semaine, les «porte-parole» de la place financière de Zurich et de Genève ont sonné le tocsin: «Une consolidation, sur la place financière zurichoise, est inévitable, alerte ainsi Hans-Peter Portman, membre de la di-

rection du Zürcher Bankenverband. Les rumeurs qui courent actuellement sur la vente de Sarasin en sont un indice très clair.»

Les Néerlandais se retirent

La banque privée bâloise, plus que centenaire, est actuellement aux mains de la néerlandaise Rabobank. Avec 104 milliards de francs de fonds sous gestion, tout le monde pensait que les Hollandais tenaient, là, une perle. Mais, à Amsterdam, le regard n'est plus du tout le même, ne serait-ce que parce que les trois grandes banques néerlandaises doivent, elles aussi, massivement élever leurs fonds propres, étant, elles aussi, des «too big to fail» pour leur pays. En 2010, la branche helvétique d'ING, sise à Genève, a ainsi été vendue au groupe Julius Baer. Il y a trois mois, ce fut au tour du géant ABN Amro de céder sa filiale genevoise à la banque de Guy de Picciotto, UBP (Union Bancaire Privée). Rien de surprenant, dès lors, que la troisième banque hollandaise veuille en faire de même, avec une cession de Sarasin, pour remplir ses caisses.

Nicolas Pictet, vice-président de la Fondation Genève Place financière et

«L'épargne privée
risque d'être mise
à rude contribution
par la pression

fiscale»

NICOLAS PICTET

Associé-gérant de Pictet & Cie

associé-gérant de Pictet & Cie, ne dit pas autre chose au «Matin Dimanche»: «Oui, le rythme des fusions ou des acquisitions va s'accélérer au sein de la place financière genevoise.» Le plus surprenant, dans son explication, est lié aux raisons qui conduisent aujourd'hui des banques à se vendre: «Les établissements bancaires sont moins fragilisés par le recul des fonds gérés, en raison de la force du franc suisse et des marchés financiers imprévisibles que par les coûts exorbitants qu'ils doivent consentir pour mettre en place les nouvelles réglementations.»

Ainsi, rien que l'implémentation de l'accord avec l'Allemagne sur la retenue à la source libératoire (dit «Rublik»), où les banques s'engagent à lever l'impôt sur les comptes étrangers) coûtera, à lui seul, 500 millions de francs aux banques suisses. Selon Konrad Hummler, patron de la banque privée Wegelin, les dépenses de compliance dépassent, aujourd'hui déjà, «les 10% de nos frais fixes». Pour Nicolas Pictet comme pour son homologue zurichois Hans-Peter Portmann, il n'y aura dès lors pas de miracle: licenciements (qui ont déjà débuté) et, surtout, absorption de banques sont programmés dans les prochains mois. A qui le tour?



BERNARD DROUX

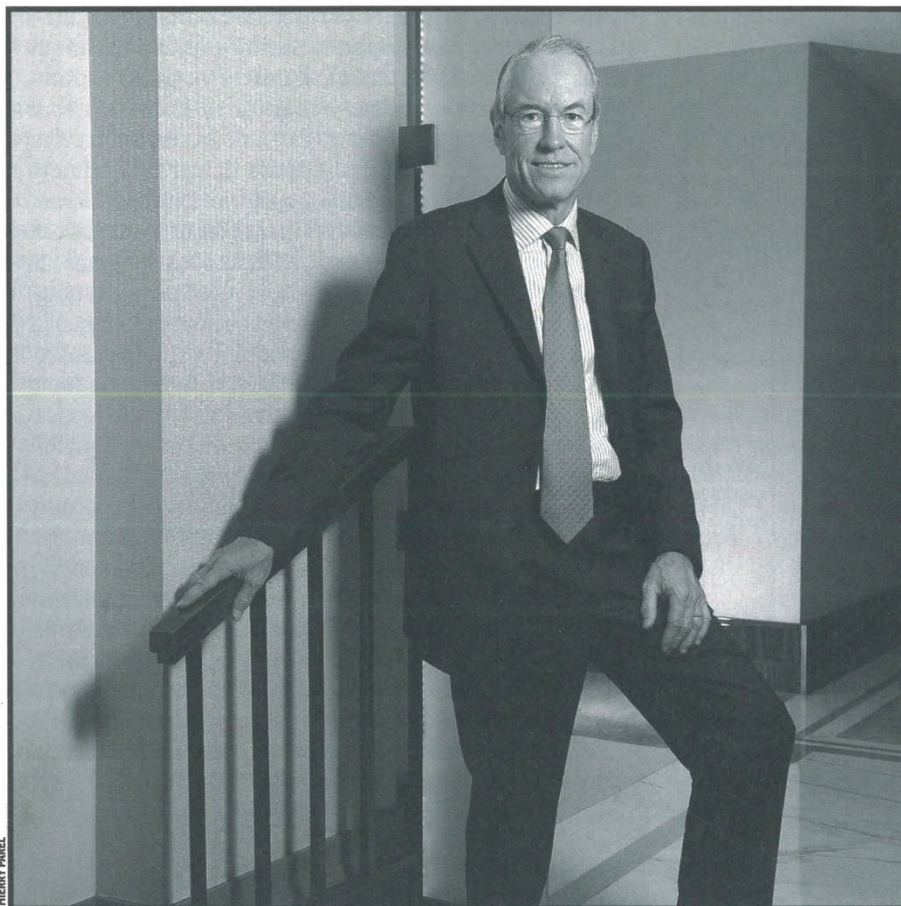
Genève peut encore croître dans la gestion de patrimoine



Années difficiles. Les banques genevoises tablent sur un recul du bénéfice 2011 et prévoient un exercice 2012 laborieux. Des réductions d'effectifs sont envisagées.

Les résultats de la traditionnelle enquête de conjoncture menée chaque été par la Fondation Genève Place Financière ne sont guère réjouissants pour 2011 et 2012. Une majorité des établissements financiers genevois s'attend à une baisse du bénéfice pour l'exercice en cours et le suivant. Conséquence: les coûts seront revus à la baisse, avec d'éventuelles réductions d'effectifs. Les banques souffrent du franc fort, de la récente chute des marchés boursiers et des incertitudes créées par la crise de la dette dans les pays de l'Union européenne. Lueur d'espoir dans ce contexte morose: les accords sur l'impôt libérateur à la source, récemment signés avec l'Allemagne et la Grande Bretagne, ouvrent de nouvelles perspectives d'accès aux marchés européens.

En outre, les apports de clients européens restent importants: 37% du total des apports nets pour les banques employant plus de 200 personnes et jusqu'à 50% pour celles ayant de 50 à 199 emplois. Le président de Genève Place Financière estime que la finance genevoise peut encore se développer «dans ce qu'elle fait le mieux: la gestion de patrimoines.»



THIERRY PAREL

PROFIL

BERNARD DROUX

Président de la Fondation Genève Place Financière. Associé-gérant de Lombard Odier Darier Hentsch & C^{ie} depuis 2001; responsable des services d'investissement à la clientèle privée, du département des gérants indépendants et président du Conseil d'administration des fonds de placement Lombard Odier. A rejoint le banquier privé en 1989, après avoir dirigé les activités Sales & Trading à l'UBS de Genève.

Vous annoncez des baisses de revenus pour la place financière de Genève. La gestion de fortune est-elle plus touchée que d'autres activités?

L'activité hypothécaire est en plein boom et le financement de négoce se développe encore très bien. La gestion de fortune subit traditionnellement l'évolution des marchés: elle souffre donc des baisses

boursières, même si les performances des obligations et des métaux précieux restent positives. La gestion de fortune vit actuellement une période de transition tant du fait des accords fiscaux avec l'Allemagne et la Grande Bretagne que des nouvelles conventions de double imposition. Nous espérons pouvoir conclure des accords sur un impôt libérateur à >>>



>>> la source avec d'autres pays de l'Union européenne et bénéficier, à terme, d'un meilleur accès au marché. Les apports nets de fonds dans les établissements financiers genevois proviennent essentiellement d'une clientèle résidant à l'étranger, en grande partie dans des pays européens. Cela montre le dynamisme de la place et nous permet d'espérer gagner encore des parts de marché.

La majeure partie des apports nets de fonds à Genève vient de l'Union européenne. Sont-ils déclarés?

Bien entendu: ce sont des fonds déclarés. Les difficultés rencontrées par les partenaires européens, entre autres dans le domaine bancaire, ne sont certainement pas étrangères à une diversification des placements des clients européens. Ces derniers recherchent la sécurité. La stabilité de la Suisse et les compétences de la place financière attirent. Les citoyens de l'Union européenne optent peut-être plus souvent pour des banques privées de gestion de fortune que pour des banques commerciales chez eux.

Misent-ils ainsi sur la solidité de la banque elle-même?

Tout à fait, la Suisse et ses banques sont jugées sûres. En outre, une partie des nouveaux apports de fonds mentionnés dans nos statistiques comme provenant de l'Union européenne peut être le fait de personnes s'étant récemment domiciliées en Suisse. Nous ne faisons pas, pour l'instant, la différence entre les apports de clients européens résidant à l'étranger ou en Suisse. Notre statistique gagnerait à être affinée.

Dans le classement des 20 premières places financières, Genève recule de la 9^e à la 13^e place. Le Global Financial Centres Index ne prend toutefois pas en compte le négoce de matières premières, très important ici...

Le financement de négoce n'est pas pris en compte dans ce classement international, car il s'agit d'une activité très spécifique qui n'est pratiquée que par quelques places financières. Il est clair que, pour notre place, cette activité est importante:

Genève est numéro un dans le trading du pétrole.

Le financement de négoce est une spécialité de grandes banques étrangères. Certaines vont devoir augmenter leurs fonds propres ou réduire leur bilan: une menace pour l'emploi à Genève?

Les banques spécialistes du financement de trading de matières premières actives à Genève ont en commun d'avoir connu une croissance exponentielle ces dernières

«ON S'ATTEND À UNE CONSOLIDATION EN GÉNÉRAL DANS LE SECTEUR BANCAIRE, PAS SEULEMENT EN SUISSE».

années. Un tel rythme de progression ne peut sans doute pas se poursuivre à long terme. Étonnamment, ce sont surtout de grandes banques françaises qui sont spécialisées dans le financement de trading, et non des banques américaines, alors même que le commerce de matières premières se fait en dollars. On peut imaginer un rééquilibrage des banques contribuant au financement du négoce. Le fait d'avoir, sur place, de grands acteurs du trading de matières premières attire de nouveaux acteurs. Les banques européennes qui ont des problèmes pour se financer en dollars vont sans doute ajuster leurs activités de financement de négoce. Mais les marges étant très intéressantes dans cette activité, elles peuvent sans doute les préserver en réduisant leurs coûts. Si des banques américaines se lançaient dans le financement du trading de matières premières, cette activité ne serait pas forcément développée à Genève.

Doit-on s'attendre à une poursuite de la consolidation du secteur bancaire en Suisse avec la vente de filiales de grands établissements étrangers?

On s'attend à une consolidation générale dans le secteur bancaire, pas seulement sur le marché suisse. L'activité de gestion de fortune, si elle est bien organisée, reste très rentable et peu consommatrice de fonds propres. L'impôt libératoire à

la source va peut-être amener certaines banques étrangères à revoir leur modèle d'affaires. Mais, sauf problème de cash immédiat, comme pour Dexia, ou de concentration d'activités, nous pensons que les atouts propres à la Suisse et à Genève demeurent importants.

La performance des placements devient-elle un critère clé pour les clients?

La performance est en train de devenir plus importante qu'elle ne l'a été dans le passé parce que nous venons de traverser dix années très difficiles pour les actions. Dans des périodes où la préservation du capital est essentielle, la performance ajustée au risque devient très importante pour les clients sophistiqués. Nous devons

continuer à développer des modèles de risques et aider les clients à bien comprendre les types de risques qu'ils sont prêts à prendre.

La place financière de Genève entend se développer plus dans la gestion institutionnelle: plutôt vers une clientèle suisse ou internationale?

Tous les établissements ne peuvent pas développer la gestion institutionnelle: il faut, pour cela, avoir une taille minimale. Ce développement peut se faire d'abord sur le marché domestique des caisses de pension, même s'il est plutôt concentré en Suisse alémanique. En outre, les compétences en gestion institutionnelle de certains établissements peuvent intéresser des clients en Europe, en Asie ou au Moyen-Orient.

La répartition des activités financières à Genève sera-t-elle la même qu'aujourd'hui dans dix ou quinze ans?

Les activités de négoce sont très volatiles. Il est important que nous restions compétitifs au niveau fiscal, sans avoir pour autant des avantages outranciers. Je pense que la place financière genevoise peut se développer dans ce qu'elle fait le mieux: la gestion de patrimoines privés principalement, et accessoirement institutionnels. ◊

PROPOS RECUEILLIS PAR GENEVIÈVE BRUNET



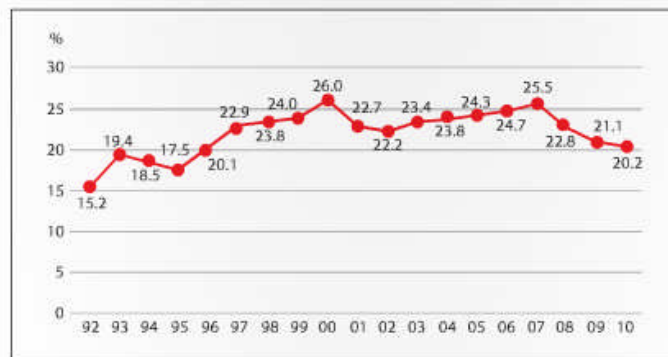
■ Après une étude de la Place financière

Le temps de la responsabilité

Au hit-parade des places financières globales, Genève recule et passe de la 9^e à la 13^e position, pour se placer entre Boston et Washington DC. Le secteur financier ne contribue plus qu'à hauteur de 20,2% au PIB cantonal genevois et revient ainsi au niveau de 1996. S'agit-il de l'amorce d'une longue décroissance ou simplement d'un recul temporaire?

Sur fond de nuages qui s'accumulent à tous les niveaux et naviguant dans des eaux quelque peu tourmentées, l'industrie bancaire change et doit s'adapter à de nouvelles contraintes. Mais nous sommes une industrie qui «se réinvente» et qui «va se battre». Tel était en substance le message transmis par Bernard Droux, Président de Genève Place Financière (GPF), voilà quelques jours, lors de sa présentation des résultats de l'Enquête conjoncturelle 2011-2012 auprès des banques et des gérants indépendants de la place de Genève.

Que la finance genevoise dans son ensemble enregistre une stagnation, voire une légère baisse de ses bénéfices cette année, n'a rien d'étonnant. La force du franc suisse ne pouvait qu'influencer négativement les résultats des banques qui, comme le rappelait Bernard Droux sont «des exportateurs de services dont l'essentiel des revenus émanent des zones dol-



► **Moins de finance dans le PIB genevois.**

lar et euro, alors que leurs coûts sont facturés en francs suisses». Un autre élément de compression des marges vient de la nécessité d'allouer des ressources toujours plus importantes au département «compliance». A plus long terme, la fiscalisation de l'épargne en Europe représente «un défi pour la Suisse et pour notre profession», soulignait-il. Aussi chaque établissement procède-t-il à «des ajustements de frais». Pour l'emploi, cela signifie «une certaine régression», mais

plutôt via le non-remplacement et la retraite anticipée que par des licenciements car, comme

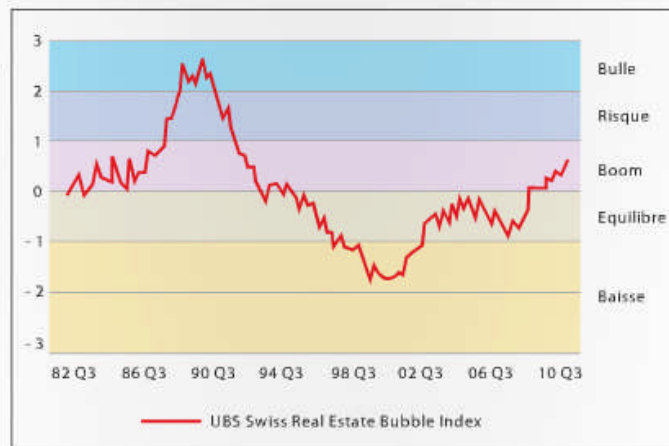
le soulignait Bernard Droux, une croissance organique se maintiendra, liée à la volonté inentamée d'attirer des talents en Suisse.

Les atouts helvétiques

En effet, même si les années à venir «pourraient être extrêmement difficiles sur le plan économique», Nicolas Pic-tet, vice-président de Genève Place Financière, estime que «la Suisse a la chance de pouvoir compter sur une place financière solide, concurrentielle et bien diversifiée». Reste à ne

TOUT l'immobilier

pas gaspiller cet atout! Pour le renforcer, l'associé-gérant de Pictet & Cie préconise plusieurs pistes. Il s'agit de diversifier les risques et de faire une part plus grande à la gestion institutionnelle, et notamment de favoriser une culture d'investissement axée sur la performance. Il faut ne pas non plus manquer «cette occasion en or» que représente la révision de la LPCC (loi sur les fonds de placement) pour «toiletter notre législation et la rendre concurrentielle». Sur les plans fiscaux et réglementaires, il est temps de passer aux actes, ne serait-ce que pour être en mesure de se défendre vis-à-vis de la concurrence, et notamment de Singapour, qui «veut se profiler comme centre d'administration pour les fonds de placement». Et last but not least, il ne faut pas «faire des banques les boucs émissaires de l'ensemble des problèmes...». «Je souhaite que l'on stigmatise ceux (les établissements bancaires) dont le comportement n'est pas acceptable et qu'on laisse les autres



► **Pas de bulle suisse, juste un boom. Même si les prix des maisons individuelles dans l'Arc lémanique ont augmenté de 120% en dix ans et que la région est donc «à risque», pour le marché suisse dans son ensemble, il n'y a pas de bulle mais un boom, indique l'indice UBS des bulles immobilières. A 0,65 au 2e trimestre 2011, il montre un marché du logement en plein essor en Suisse, mais sans risque accru de surchauffe.**

faire leur travail et rendre service à leurs clients», concluait en substance l'orateur.

La pierre, oui, mais pas de monoculture!

Pour autant, les malheurs d'une industrie ne feront pas le bon-

heur des locataires, comme l'on montré les différents chiffres articulés par Jean-François Beausoleil, membre du Conseil de GPF, qui présentait l'évolution du marché hypothécaire à Genève. Alors que l'équilibre exigerait que l'on construise un nouveau logement pour deux

nouveaux arrivants, le rapport est aujourd'hui de un pour quatre. Or, avec un solde migratoire (immigrés moins émigrés) qui ne semble pas vouloir fléchir à moyen terme, il y a peu de chances que la situation s'améliore. Même si la situation sur le front des taux d'intérêt hypothécaires, qui se situent à moins de 3% pour une échéance dix ans, demeure favorable, le directeur régional d'UBS Genève met en garde les acquéreurs potentiels et les établissements financiers: «J'invite les acteurs à faire preuve de responsabilité vis-à-vis de la clientèle et à ne pas mettre son futur en péril». Les acquéreurs cinquantenaires comme ceux qui piochent dans leur 2^e pilier doivent réfléchir à long terme et envisager jusqu'aux «événements de vie peu prévisibles» qui pourraient mettre leur santé financière en danger. «Un patrimoine constitué à 100% d'immobilier, c'est un risque», rappelait l'orateur. ■

Véronique Bühlmann

Einer erwartet ein gutes Jahr

Die Genfer Bankiers machen sich auf harte Zeiten gefasst

Von Seraina Gross, Genf

Im Vergleich zum Zürcher Paradeplatz ist die Welt der 140 am Ende des Genfersees tätigen Bankhäuser geradezu in Ordnung. Kein Platzhirsch, dessen toxische Papiere noch immer bei der Nationalbank schlummern und dem ein einzelner Händler Milliardenverluste beschert, und auf den Radar der amerikanischen und deutschen Steuerfahnder sind die Genfer Banken mit Ausnahme der hier domizilierten HSBC auch nicht geraten. Zumindest bis jetzt.

Die Frage, ob die Genfer Bankiers vorsichtiger gewesen seien als ihre Kollegen von UBS, Credit Suisse, Julius Bär, der Basler Kantonalbank und anderen, oder ob sie nur einfach das Glück auf ihrer Seite gehabt hätten, wollte Nicolas Pictet von der gleichnamigen Genfer Privatbank gestern nicht entscheiden. Er zeigte sich aber hoffnungsvoll, dass «die Banken ihre Konsequenzen aus den Vorfällen gezogen haben».

Zu den mit Grossbritannien und Deutschland unterzeichneten Abkommen über eine Abgeltungssteuer könne sich die Schweiz beglückwünschen, sagte der Genfer Privatbankier in seiner Tour d'Horizon gestern weiter. Die beiden Länder hätten damit explizit die Gleichwertigkeit der anonym zu entrichtenden Abgeltungssteuer und des automatischen Informationsaustauschs

anerkannt.

Steuerabkommen nur in der EU

Beide Abkommen müssen allerdings noch ratifiziert werden. Als Stolperstein auf der letzten Meile könnte sich die deutsche Länderkammer (Bundesrat) erweisen, in der die schwarz-gelbe Koalition von Bundeskanzlerin Angela Merkel inzwischen keine Mehrheit mehr hat. Einen Export des Modells Abgeltungssteuer in Länder ausserhalb der EU lehnte Pictet gestern entschieden ab. Voraussetzung seien eine enge wirtschaftliche Verflechtung, eine enge vertragliche Verbindung mit der Schweiz und stabile demokratische und rechtsstaatliche Verhältnisse. Das sei nur bei Ländern in der EU gegeben. Interesse an einem Abgeltungssteuerabkommen haben aufstrebende Länder wie Brasilien angemeldet, denen die Steuerflucht zunehmend Probleme bereitet.

Was aber beschäftigt die Genfer Bankiers sonst noch? Aufschluss gibt die Befragung, welche die Dachorganisation Genève Place Financière alljährlich durchführt und deren Resultate zur Spanne 2011/2012 gestern präsentiert wurden. 45 der 140 in Genf tätigen Banken und 100 unabhängige Vermögensverwalter haben an der Umfrage teilgenommen. Das sei ein guter Rücklauf, sagt Bernard Droux, Präsident der Or-

ganisation und Teilhaber von Lombard Odier Darier Hentsch & Cie.

Mittlerer Osten an erster Stelle

Vor allem bei den grösseren Banken mit mehr als 200 Angestellten schlagen negative Effekte wie der starke Franken, die Verschuldungskrise in Europa und in den USA und die schlechte Börsenentwicklung auf den Gewinn. Die meisten Institute erwarten einen mehr oder weniger starken Rückgang des Reingewinns von minus zwei bis minus 24 Prozent, einige wenige gehen von stagnierenden Gewinnen gegenüber 2010 aus. Steigende Reingewinne erwartet nur ein Teil der mittleren (50 bis 199 Angestellte) und der kleinen Etablissements (bis 49 Angestellte).

Bei der Frage nach den wichtigsten Regionen für die private und die institutionelle Vermögensverwaltung nannte jede zweite grössere Bank den mittleren Osten, gefolgt von Europa mit 37 Prozent und Russland und Asien (ohne Japan) mit je 25 Prozent.

Die USA wurden nur von jeder achten grösseren Bank genannt. Vier von fünf der Chefs der grösseren Banken gehen davon aus, dass 2012 ein gleichbleibendes, ein schwieriges oder gar ein sehr schwieriges Jahr wird. Nur einer erwartet ein gutes Jahr.



Pessimistisch. Im Genfer Bankenviertel erwartet man, dass die Reingewinne im nächsten Jahr mehr oder weniger stark zurückgehen werden. Foto Keystone

Genfer Banken befürchten Gewinnrückgang

Stabiler Zufluss von Neugeld bei der privaten Vermögensverwaltung

Die Genfer Banken werden sparen müssen. Ihre Gewinne gehen dieses und nächstes Jahr zurück. Der Finanzplatz muss sich neu ausrichten, um zu überleben.

bau. Genf · Banker und Banquiers machen sich in Genf auf härtere Zeiten gefasst. Nicht dass die verwalteten Vermögen wesentlich abnehmen, aber die Gewinnaussichten sind getrübt, und Sparen ist bei Personal und Betriebskosten angesagt. Dies geht aus der strikt anonymisierten Befragung hervor, welche der Interessenverband Genève Place Financière jedes Jahr bei den Banken durchführt. Die Mehrheit der grösseren sowie der kleinen Banken bezeichnet die Aussichten für 2012 als schwierig bis sehr schwierig, die mittelgrossen Banken gehen indessen von einer eher stabilen Situation aus. Ein Drittel der grossen Institute rechnet damit, dass bis Ende Jahr Personal abgebaut werden muss. Wie gross der Aderlass sein wird, ist der Analyse nicht zu entnehmen.

Auf die Margen drücken in erster Linie der starke Franken, dann aber auch die schlechten Zeiten an den Börsen und die auf Fremdwährungen lautenden Vermögen. Zwei Drittel der Einnahmen der Genfer Banken werden

Finanzplatz Genf 2011

	Anzahl Unternehmen	Personalbestand
Banken	140	20 625
Auslandsbanken	62	8 524
Privatbanquiers	9	3 991
Unabhängige Vermögensverwalter	814	2 023
Finanzintermediäre	3 037	5 242
Versicherungen	623	2 329
Treuhandfirmen	1 260	3 186
Anwaltskanzleien und Notare	471	2 077
Total	6 345	35 482

QUELLE: GENÈVE PLACE FINANCIÈRE

in Euro und Dollars erwirtschaftet. Zwei Drittel der Betriebs- und Personalkosten müssen hingegen in Franken bezahlt werden. Die meisten Banken würden nicht darum herumkommen zu sparen, sagte Bernard Droux, der Präsident von Place Financière und gleichzeitig Teilhaber des alteingesessenen Bankhauses Lombard Odier. Zum Trost fügte er bei, im ersten Halbjahr seien vielen Banken Neugelder zugeflossen.

Gegenüber 2010 bereiten sich alle grösseren Institute auf zum Teil starke Rückgänge des Reingewinns vor. Ein Drittel der kleineren und mittleren Banken hofft indessen immer noch auf mehr Profit. Bei den grossen Banken dürften die Boni dieses Jahr insgesamt schrumpfen. Allerdings machen ein Drittel der kleineren und mittleren Banken eine Ausnahme. Hier gibt es auch heuer mehr Extra-Geld.

Für Nicolas Pictet, Teilhaber des gleichnamigen Bankhauses, müssen die Schweizer Behörden alles daran setzen, um den Marktzugang für die Banken bei der ausländischen Klientele zu garantieren. Der Finanzplatz sei nicht ins Ausland verlegbar, denn er zehre vom hiesigen Know-how und sei ein wichtiger Motor für Beschäftigung und Steu-

ereinnahmen. Pictet begrüsst die Steuerabkommen, welche die Schweiz in diesem Jahr mit Deutschland und Grossbritannien abgeschlossen hat. Allerdings warnte er davor, diese Art von Abkommen auf Länder ausserhalb der EU auszudehnen. Sie seien für die Banken mit grossen Kosten verbunden und setzten voraus, dass eine grosse wirtschaftliche Interdependenz sowie Rechtssicherheit und ein gutes Funktionieren des Staatsapparates im Partnerland gewährleistet seien.

Erstaunlich progressiv gab sich Pictet, als er forderte, die Schweizer Banken müssten über das traditionelle private Vermögensverwaltungsgeschäft hinauswachsen und sich mehr um die institutionelle Vermögensverwaltung kümmern. Andere Länder, wie etwa Singapur bei der Fondsverwaltung, seien dabei, der Schweiz Marktanteile wegzunehmen. Da gelte es, sich zu verteidigen. Zur Erweiterung des Angebots denkt er an Vermögensfonds und alternative Anlagen wie Hedge-Funds. Dies sei zur besseren Risikoverteilung nötig, denn das private Sparaufkommen schrumpfe. Schuld daran seien der zunehmende fiskalische Druck sowie die Überalterung der Bevölkerung in den Industrieländern, sagte Pictet.

Für Genf ist der Bankensektor von zentraler volkswirtschaftlicher Bedeutung. Von 320 Bankhäusern in der Schweiz sind auf dem Platz Genf deren 140 präsent. Sie schaffen rund 20 000 direkte und 15 000 zusätzliche Arbeitsplätze in branchenverwandten Unternehmen (vgl. Tabelle). Alles in allem generierten Banken und weitere mit der Branche verbundene Dienstleister letztes Jahr rund 20% des Bruttoinlandprodukts des Kantons Genf. Das sind 5% weniger als im Jahr vor der grossen Krise 2008.

INDEX

INDEX			
		Endress + Hauser	30
		Finesse Solutions	30
Abbott Laboratories	30	Leica	30
American Airlines	30	Sonova	30
BAA	30	Synthes	30
Baotou	29	Unicredit	30
Blackstone	30	United Technologies	29
Boeing	30	ZKB	29